

## REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 - 1363

[C - 27371]

30 MAI 1996. - Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant les conditions et la procédure d'agrément des conseils cynégétiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 1<sup>er</sup>, §1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1<sup>o</sup> zone cynégétique : une des aires délimitées en annexe;
- 2<sup>o</sup> directeur général : le directeur général de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement;
- 3<sup>o</sup> fonctionnaire compétent : le directeur de la Division de la nature et des forêts dans le ressort d'activités duquel est située la superficie la plus importante des territoires de chasse relevant du conseil cynégétique.

Art. 2. Pour pouvoir demander l'agrément au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, le conseil cynégétique doit :

- 1<sup>o</sup> être constitué en A.S.B.L.;
- 2<sup>o</sup> avoir pour objet social principal la coordination de la gestion cynégétique sur un ensemble de territoires de chasse regroupés au sein d'un espace territorial défini à l'aide de limites précises et facilement identifiables.

Art. 3. L'agrément est accordé pour autant que le conseil cynégétique justifie du respect des conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> Quant aux territoires de chasse relevant du conseil cynégétique :
  - a) la superficie totale des territoires de chasse relevant du conseil cynégétique doit couvrir au minimum 5.000 hectares de bois si ces territoires sont situés en tout ou en partie dans les zones cynégétiques 1 à 11, ou 5.000 hectares de bois ou de plaine si ces territoires sont exclusivement situés dans la zone cynégétique 12;
  - b) la superficie totale des territoires de chasse relevant du conseil cynégétique doit équivaloir au moins à la moitié de la superficie couverte par l'espace territorial visé à l'article 2, 2<sup>o</sup>;
  - c) les territoires de chasse relevant du conseil cynégétique ne peuvent, en vertu des statuts, relever en même temps d'un autre conseil cynégétique.

2<sup>o</sup> Quant à l'assemblée générale du conseil cynégétique :

- Sont, en vertu des statuts, membres du conseil cynégétique avec voix délibérative :
  - a) toute personne physique ou morale, titulaire d'un droit de chasse sur un territoire remplissant les conditions fixées à l'article 2bis de la loi sur la chasse et situé dans l'espace territorial visé à l'article 2, 2<sup>o</sup>, qui souscrit aux statuts et au règlement d'ordre intérieur;
  - b) deux agriculteurs ou plus, exerçant leur activité à titre principal dans l'espace territorial précité;
  - c) deux propriétaires forestiers privés ou plus, possédant chacun au moins 10 hectares de bois dans l'espace territorial précité.

3<sup>o</sup> Quant au conseil d'administration :les statuts doivent prévoir la représentation au conseil d'administration des 3 catégories de membres visées sous le 2<sup>o</sup> du présent article.4<sup>o</sup> Quant à la participation des fonctionnaires de la Division de la nature et des forêts aux réunions des organes de décision du conseil cynégétique :

les ingénieurs chefs de cantonnements et les directeurs dans le ressort d'activités desquels se trouvent des territoires de chasse relevant du conseil cynégétique doivent, en vertu des statuts, être invités à participer, à titre consultatif, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'A.S.B.L. dont ils ne peuvent être membres avec voix délibérative.

5<sup>o</sup> Quant au règlement d'ordre intérieur :

a) les statuts du conseil cynégétique doivent prévoir l'approbation par l'assemblée générale d'un règlement d'ordre intérieur ainsi que de toutes modifications apportées à celui-ci;

b) le règlement d'ordre intérieur doit notamment contenir des dispositions :

1. fixant, pour chacune des zones cynégétiques 1 à 11 dans laquelle oeuvre le conseil cynégétique, les modalités d'élaboration et d'exécution d'un plan de tir commun pour la chasse au Cerf, que le conseil cynégétique soumet, au nom de ses membres, à l'approbation des autorités compétentes, conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993 relatif au Plan de tir pour la chasse au Cerf;
2. fixant, au niveau des modalités d'élaboration des plans de tir visés au point 1, des règles susceptibles d'assurer notamment un équilibre des sexes et un étalement pyramidal des classes d'âges au sein des populations de cerfs dont le conseil cynégétique coordonne la gestion;
3. fixant des règles de tir communes pour les espèces autres que le Cerf, pour lesquelles le conseil cynégétique fait usage du régime spécial d'ouverture et de fermeture de la chasse propre aux conseils cynégétiques agréés;
4. déterminant les modalités d'une évaluation annuelle commune de l'année cynégétique;
5. prévoyant les modalités d'une contribution du conseil cynégétique à l'amélioration de l'habitat de la faune sauvage ainsi qu'à l'amélioration de la protection de la sylviculture et de l'agriculture contre les dégâts de gibier;
6. organisant, au niveau de chacune des zones cynégétiques dans laquelle oeuvre le conseil cynégétique, la coordination du nourrissage supplétif ou dissuasif du grand gibier, pour lequel le conseil cynégétique introduit, au nom de ses membres, une demande commune d'autorisation auprès des autorités compétentes, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 fixant les conditions de nourrissage du grand gibier;

7. favorisant, au sein des territoires de chasse relevant du conseil cynégétique, la coordination des activités de surveillance des gardes-chasse;

8. garantissant sur les territoires relevant du conseil cynégétique la possibilité d'effectuer une recherche au chien de sang du gibier blessé, par des personnes spécialement désignées à cet effet;

9. déterminant des pénalités et indemnités en cas de non respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur.

**Art. 4.** Les demandes d'agrément doivent être adressées au fonctionnaire compétent et sont accompagnées des données et documents suivants :

1° une copie des statuts du conseil cynégétique;

2° une copie du règlement d'ordre intérieur approuvé par l'assemblée générale;

3° le report sur carte I.G.N. au 1/25.000 du périmètre des différents territoires de chasse des membres et des limites définissant l'espace territorial visé à l'article 2, 2°;

4° l'indication des superficies de bois et de plaine de chacun des territoires de chasse des membres ainsi que de la superficie totale de l'espace territorial visé à l'article 2, 2°.

**Art. 5.** Après avoir pris l'avis du fonctionnaire compétent, le directeur général agréé le conseil cynégétique s'il remplit les conditions fixées à l'article 2 et à l'article 3, 1° à 4° et 5°, a), et s'il estime que les dispositions du règlement d'ordre intérieur adoptées en application de l'article 3, 5°, b), suffisent à garantir que le conseil cynégétique assurera effectivement sa mission de coordination de la gestion cynégétique.

**Art. 6.** Les conseils cynégétiques agréés sont tenus :

1° de soumettre à l'accord préalable du fonctionnaire compétent tout projet de modification de la délimitation de l'espace territorial visé à l'article 2, 2°, ou du règlement d'ordre intérieur;

2° de communiquer au fonctionnaire compétent pour le 1er juin de chaque année au plus tard :

a) toute modification de ses statuts;

b) tout changement quant au nombre et à la superficie des territoires de chasse des membres;

c) un rapport annuel pour l'année cynégétique écoulée établi sur la base d'un modèle arrêté par la Division de la nature et des forêts après avis du Conseil supérieur wallon de la chasse.

3° de contribuer à toute action, entreprise à l'initiative de la Division de la nature et des forêts, en vue d'harmoniser au niveau d'une zone cynégétique donnée les demandes de plan de tir et de nourrissage supplétif ou dissuasif du grand gibier des différents conseils cynégétiques concernés.

**Art. 7.** Le directeur général peut retirer l'agrément :

1° s'il est établi que le conseil cynégétique ne respecte pas ou ne fait pas respecter par ses membres ses statuts ou son règlement d'ordre intérieur;

2° si le conseil cynégétique n'exécute pas ses obligations découlant de l'article 6;

3° si l'une des conditions énoncées aux articles 2 et 3 n'est plus remplie.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** En cas de refus ou de retrait d'agrément, le conseil cynégétique peut adresser, par pli recommandé à la Poste, un recours auprès du Ministre qui a la chasse dans ses attributions. A cette fin, il dispose d'un délai de trente jours à partir de la date de notification de la décision du directeur général.

Le Ministre dispose d'un délai de trente jours ouvrables pour statuer, à partir de la date de réception du recours. Il sollicite l'avis de la commission visée au § 2 du présent article.

§ 2. Il est créé une commission dont la mission est de remettre un avis au Ministre ayant la chasse dans ses attributions sur les recours introduits contre les décisions de refus ou de retrait d'agrément du directeur général.

La commission est composée comme suit :

1° deux membres des conseils cynégétiques agréés ;

2° deux membres du Conseil supérieur wallon de la chasse, titulaires d'un permis de chasse délivré en Région wallonne;

3° deux membres de la Division de la nature et des forêts.

§ 3. La commission choisit son président et son vice-président parmi les personnes citées au 1° et au 2° du présent paragraphe.

Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions désigne les membres de la commission. Il désigne également des membres suppléants. Il ne peut désigner deux membres adhérent à un même conseil cynégétique.

Le mandat des membres est gratuit.

Le siège de la commission est celui de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement à Namur.

La Division de la nature et des forêts organise le secrétariat de la commission.

§ 4. Un membre de la commission ne peut participer aux travaux de celle-ci lorsqu'elle statue sur un conseil cynégétique dont il est membre avec voix délibérative. Il se désiste au profit d'un membre suppléant de son choix.

Lors d'un vote, en cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

**Art. 9.** Les conseils cynégétiques agréés à titre transitoire en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 1995 agréant à titre transitoire certains conseils cynégétiques jusqu'au 30 juin 1996, restent agréés jusqu'au 30 juin 1997.

**Art. 10.** Le Ministre ayant la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe

## Délimitation et carte des zones cynégétiques en Région wallonne

*N.B. : A l'exception de la zone cynégétique 12, les zones cynégétiques (ZOC) sont définies ci-après par une série de limites successives citées en suivant le sens des aiguilles d'une montre à partir d'un point situé au nord-ouest de la zone cynégétique concernée.*

ZOC 1 : entité territoriale comprise entre :

la route N84 depuis Bastogne jusqu'à la frontière grand-ducale;  
la frontière grand-ducale jusqu'à son intersection avec l'autoroute E411;  
l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E25;  
l'autoroute E25 jusqu'à Bastogne.

ZOC 2 : entité territoriale comprise entre :

la route N818 depuis la frontière française jusqu'à son intersection avec la route N83;  
la route N83 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E411;  
l'autoroute E411 jusqu'à la frontière grand-ducale;  
la frontière grand-ducale puis la frontière française jusqu'à son intersection avec la route N818.

ZOC 3 : entité territoriale comprise entre :

la Semois depuis la frontière française jusqu'à Bouillon;  
la route N89 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E411;  
l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N83;  
la route N83 jusqu'à son intersection avec la route N818 après Florenville;  
la route N818 jusqu'à la frontière française;  
la frontière française jusqu'à son intersection avec la Semois.

ZOC 4 : entité territoriale comprise entre :

la Meuse depuis la frontière française jusqu'à son intersection avec la route N97;  
la route N97 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E411;  
l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N89;  
la route N89 jusqu'à Bouillon;  
la Semois jusqu'à la frontière française;  
la frontière française jusqu'à son intersection avec la Meuse.

ZOC 5 : entité territoriale comprise entre :

la route N593 depuis la frontière française jusqu'à Chimay;  
la route N99 jusqu'à Treignes;  
la route N963 jusqu'à la frontière française;  
la frontière française jusqu'à son intersection avec la route N593.

ZOC 6 : entité territoriale comprise entre :

la route N97 depuis son intersection avec l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N4;  
la route N4 jusqu'à Marche-en-Famenne;  
la route N86 jusqu'à son intersection avec la route N94;  
la route N94 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E411;  
l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N97.

ZOC 7 : entité territoriale comprise entre :

la route N94 depuis l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N86;  
la route N86 jusqu'à Marche-en-Famenne;  
la route N4 jusqu'à son intersection avec la route N89;  
la route N89 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E411;  
l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N94.

ZOC 8 : entité territoriale comprise entre :

la route N89 depuis son intersection avec l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N4;  
la route N4 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E25;  
l'autoroute E25 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E411;  
l'autoroute E411 jusqu'à son intersection avec la route N89.

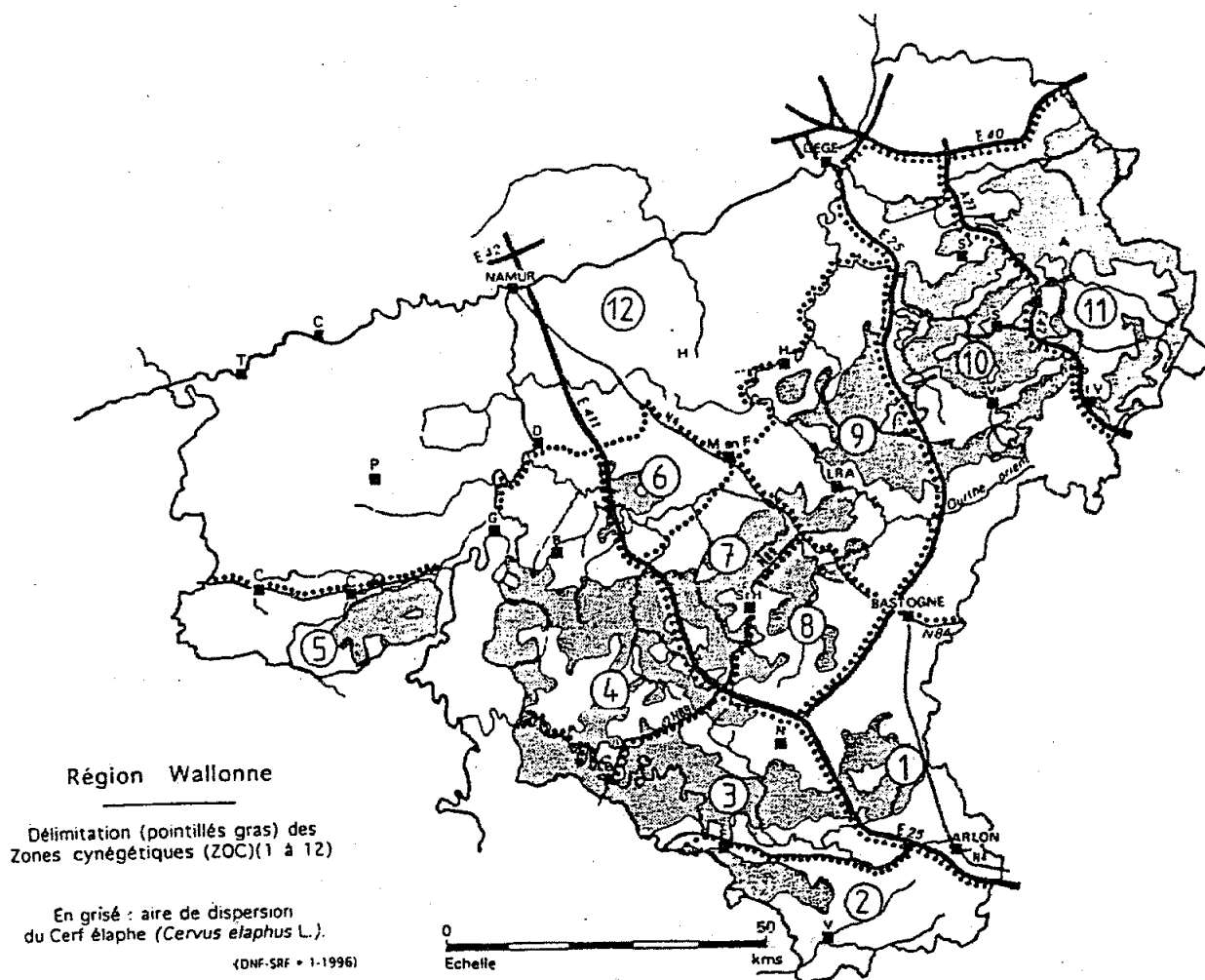
ZOC 9 : entité territoriale comprise entre :

la route N86 depuis Marche-en-Famenne jusqu'à Hotton;  
l'Ourthe jusqu'à son confluent avec l'Amblève;  
l'Amblève jusqu'à l'autoroute E25;  
l'autoroute E25 jusqu'à son intersection avec la route N4;  
la route N4 jusqu'à Marche-en-Famenne.

**ZOC 10 :** entité territoriale comprise entre :  
 l'autoroute E40 depuis son intersection avec l'autoroute E25 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E42;  
 l'autoroute E42/E421 jusqu'à la frontière allemande;  
 la frontière allemande puis la frontière grand-ducale jusqu'à l'intersection de cette dernière avec la route N84;  
 la route N84 jusqu'à Bastogne;  
 l'autoroute E25 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E40.

**ZOC 11 :** entité territoriale comprise entre :  
 l'autoroute E40 depuis son intersection avec l'autoroute E42 jusqu'à la frontière allemande;  
 la frontière allemande jusqu'à son intersection avec l'autoroute E421; l'autoroute E421/E42 jusqu'à son intersection avec l'autoroute E40.

**ZC 12 :** toute la partie du territoire wallon non comprise dans les 11 zones cynégétiques précitées.



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 1996 fixant les conditions et la procédure d'agrément des conseils cynégétiques.

Namur, le 30 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
 G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

N. 96 - 1363

[C - 27371]

**30. MAI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens für die Zulassung der weidmännischen Räte**

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des durch das Dekret vom 14. Juli 1994 eingefügten Artikels 1, §1, 4°;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la chasse" (Wallonischer Hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1 -** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° weidmännisches Gebiet: eins der in der Anlage festgelegten Gebiete;

2° Generaldirektor: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;

3° zuständiger Beamter: der Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen in dessen Ressort sich die größte Oberfläche der dem betreffenden weidmännischen Rat unterstehenden Jagdgebiete befindet.

**Art. 2 - Art. 2.** Um die Zulassung im Sinne von Art. 1, § 1, 4° des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd beantragen zu können, muß der weidmännische Rat:

1° die Gesellschaftsform der VoE haben;

2° als hauptsächlichster Gesellschaftszweck für die Koordination der weidmännischen Bewirtschaftung einer Gesamtheit von Jagdgebieten sorgen, die sich innerhalb eines genau und deutlich abgegrenzten geographischen Umkreises befinden.

**Art. 3 -** Die Zulassung wird dem weidmännischen Rat gewährt insofern dieser folgende Bedingungen beachtet:

1° Bedingungen bezüglich der dem weidmännischen Rat unterstehenden Jagdgebiete:

a) die Gesamtfläche der dem weidmännischen Rat unterstehenden Jagdgebiete muß mindestens 5.000 ha Wald betragen wenn diese Gebiete sich ganz oder teilweise in den weidmännischen Gebieten 1 bis 11 befinden, oder 5.000 ha Wald oder Feld wenn diese Gebiete sich ausschließlich im weidmännischen Gebiet 12 befinden;

b) die Gesamtfläche der dem weidmännischen Rat unterstehenden Jagdgebiete muß mindestens die Hälfte der Fläche des in Art. 2, 2° gemeinten geographischen Umkreises betragen; c) kraft der Satzungen dürfen die einem weidmännischen Rat unterstehenden Jagdgebiete nicht gleichzeitig einem anderen weidmännischen Rat unterstehen.

2° Bedingungen bezüglich der hauptversammlung des weidmännischen Rates:

Kraft der Satzungen sind folgende Personen Mitglied des weidmännischen Rates mit beschließender Stimme:

a) jegliche natürliche oder juristische Person, welche die Satzungen und die Dienstordnung beachtet, und über das Jagdrecht verfügt in einem Gebiet, das den in Art. 2bis des Gesetzes über die Jagd festgelegten Bedingungen genügt und sich innerhalb des in Art. 2, 2° gemeinten geographischen Umkreises befindet;

b) zwei oder mehr Landwirte, die ihre Tätigkeit hauptberuflich innerhalb des oben genannten geographischen Umkreises ausüben;

c) zwei oder mehr private Forstbesitzer, die jeder mindestens 10 ha Forst innerhalb des oben genannten geographischen Umkreises besitzen.

3° Bedingungen bezüglich des Verwaltungsrates:

Die Satzungen müssen die Vertretung beim Verwaltungsrat der drei unter Pos. 2° des vorliegenden Artikels angeführten Mitgliedskategorien vorsehen.

4° Bedingungen bezüglich der Teilnahme der Beamten der Abteilung Natur und Forstwesen an den Versammlungen der Entscheidungsorgane des weidmännischen Rates:

Die Ingenieure-Forstamtchefs und die Direktoren, in deren Ressort sich die Jagdgebiete befinden, die dem weidmännischen Rat unterstehen, müssen kraft der Satzungen zur Teilnahme mit beratender Stimme an den Hauptversammlungen und Versammlungen des Verwaltungsrates der VoE, in der sie nicht Mitglied mit beschließender Stimme sein dürfen, eingeladen werden.

5° Bedingungen bezüglich der Dienstordnung:

a) Die Satzungen des weidmännischen Rates müssen vorsehen, daß durch die Hauptversammlung eine Dienstordnung angenommen wird; alle Abänderungen dieser Dienstordnung müssen ebenfalls durch die Hauptversammlung genehmigt werden;

b) Diese Dienstordnung muß insbesondere Bestimmungen enthalten, die folgendes festlegen:

1. für jedes der weidmännischen Gebiete 1 bis 11, die dem weidmännischen Rat unterstehen, die Modalitäten für die Ausarbeitung und Ausführung eines gemeinsamen Abschußplanes für die Hirschjagd; diesen Abschußplan muß der weidmännische Rat im Namen seiner Mitglieder den zuständigen Behörden zur Genehmigung unterwerfen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 über den Abschußplan für die Jagd auf Hirsch;

2. im Rahmen der Modalitäten für die Ausarbeitung der in Pos. 1 gemeinten Abschußpläne, die erforderlichen Regeln zur Erhaltung eines Gleichgewichts der Geschlechter und einer pyramidenmäßigen Verteilung der Altersklassen innerhalb der Hirschartpopulationen, deren Bewirtschaftung durch den weidmännischen Rat koordiniert wird;

3. gemeinsame Abschußregeln für die anderen Arten als die Hirschart, für die der weidmännische Rat das besondere System der Jagd- und Schonzeiten anwendet; das den zugelassenen weidmännischen Räten eigen ist;

4. die Modalitäten für eine gemeinsame jährliche Bewertung des weidmännischen Jahres;

5. die Modalitäten für einen Beitrag des weidmännischen Rates zur Verbesserung des Lebensraums der Wildfauna und zur Verbesserung der Schutzmaßnahmen gegen Wildschaden in der Forst- und Landwirtschaft;

6. in jedem der weidmännischen Gebiete, die dem weidmännischen Rat unterstehen, die Koordination der Zusatz- bzw. vorbeugenden Fütterung von Großwild; zu diesem Zweck reicht der weidmännische Rat im Namen seiner Mitglieder bei den zuständigen Behörden einen gemeinsamen Genehmigungsantrag ein, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 zur Festlegung der Bedingungen für die Fütterung des Großwildes;

7. Maßnahmen zur Verbesserung der Koordination des Überwachungsaktivitäten der Jagdhüter innerhalb der Jagdgebiete, die dem weidmännischen Rat unterstehen;

8. Maßnahmen zur Sicherung der Möglichkeit, mit Hilfe von Hunden die Spur von verletztem Wild durch speziell zu diesem Zweck bezeichnete Personen aufsuchen zu lassen;

9. Geldstrafen und Entschädigungen im Falle der Nichtbeachtung von Bestimmungen der Dienstordnung.

**Art. 4 - Art. 4.** Die Anträge auf Zulassung müssen dem zuständigen Beamten übermittelt werden und folgende Angaben und Dokumente enthalten:

1° eine Kopie der Satzungen des weidmännischen Rates;

2° eine Kopie der durch die Hauptversammlung genehmigten Dienstordnung;

3° die Übertragung auf eine NGI-Karte im Maßstab 1/25.000 des Perimeters der verschiedenen Jagdgebiete der Mitglieder und der Grenzen des in Art. 2, 2 bestimmten geographischen Umkreises;

4° die Anführung der Wald- und Feldoberflächen jedes der Jagdgebiete der Mitglieder sowie der Gesamtoberfläche des in Art. 2, 2 bestimmten geographischen Umkreises;

**Art. 5 -** Nachdem der Generaldirektor zunächst das Gutachten des zuständigen Beamten eingeholt hat, gewährt er dem weidmännischen Rat die Zulassung, wenn letzterer den in Art. 2 und Art. 3, 1° bis 4° und 5°, a) angeführten Bedingungen genügt, und wenn er der Ansicht ist, daß die Bestimmungen der in Anwendung von Art. 3, 5°, b) festgelegten Dienstordnung zureichend sind, um zu sichern, daß der weidmännische Rat tatsächlich seine Aufgabe im Bereich der Koordination der weidmännischen Bewirtschaftung erfüllen wird.

**Art. 6 -** Die zugelassenen weidmännischen Räte sind verpflichtet:

1° dem zuständigen Beamten jeglichen Vorschlag zur Abänderung der Abgrenzung des geographischen Umkreises nach Art. 2, 2° oder der Dienstordnung zur vorherigen Genehmigung vorzulegen;

2° dem zuständigen Beamten vor dem 1. Juni jedes Jahres folgendes mitzuteilen:

a) jede Änderung ihrer Satzungen;

b) jede Änderung der Anzahl oder der Oberfläche der Jagdgebiete der Mitglieder;

c) einen jährlichen Bericht über das abgelaufene Jagdjahr; dieser Bericht wird auf der Grundlage eines von der Abteilung Natur und Forstwesen nach Gutachten des "Conseil supérieur wallon de la chasse" (Wallonischer Hoher Rat für das Jagdwesen) festgelegten Musters aufgestellt;

3° jeder Aktion beizutragen, die von der Abteilung Natur und Forstwesen unternommen wird und darauf abzielt, innerhalb eines Jagdgebiets die von den verschiedenen betroffenen weidmännischen Räten stammenden Anträge auf Abschlußpläne und Zusatz- bzw. vorbeugende Fütterung von Großwild aufeinander abzustimmen;

**Art. 7 -** Der Generaldirektor kann die Zulassung zurückziehen:

1° wenn der weidmännische Rat nachweislich seine Satzungen oder seine Dienstordnung nicht beachtet oder wenn er seine Mitglieder nicht dazu zwingt, diese zu beachten;

2° wenn der weidmännische Rat seinen Verpflichtungen aus Artikel 6 nicht nachkommt;

3° wenn eine der in Art. 2 und 3 angeführten Bedingungen nicht mehr erfüllt ist.

**Art. 8 - § 1.** Wird die Zulassung verweigert oder zurückgezogen, dann kann der weidmännische Rat durch einen bei der Post abgegebenen Einschreibebrief beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, Einspruch einlegen. Zu diesem Zweck verfügt er über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Zustellung des Beschlusses des Generaldirektors.

Der Minister verfügt über eine Frist von dreißig Werktagen ab dem Empfang des Einspruchs um seine Entscheidung zu treffen. Hierzu holt er das Gutachten des in § 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Gremiums ein.

§ 2. Es wird ein Gremium gegründet, dessen Aufgabe darin besteht, dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, ein Gutachten abzugeben über die eingelegten Einsprüche gegen die vom Generaldirektor getroffenen Entscheidungen bezüglich der Verweigerung oder Zurückziehung der Zulassung.

Dieses Gremium setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

1° zwei Mitglieder der zugelassenen weidmännischen Räte;

2° zwei Mitglieder des "Conseil supérieur wallon de la chasse", die einen in der Wallonischen Region gewährten Jagdschein besitzen;

3° zwei Mitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen.

§ 3. Das Gremium wählt seinen Vorsitzenden und stellvertretenden Vorsitzenden unter den in Pos. 1° und 2° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Personen.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, bezeichnet die Mitglieder des Gremiums, sowie die stellvertretenden Mitglieder. Er darf nicht zwei Mitglieder bezeichnen, die demselben weidmännischen Rat angehören.

Die Mitglieder üben ihr Mandat unentgeltlich aus.

Der Sitz des Gremiums ist derjenige der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt in Namur.

Die Abteilung Natur und Forstwesen organisiert das Sekretariat des Gremiums.

§ 4. Wenn das Gremium über einen weidmännischen Rat entscheidet, dem ein Mitglied mit beschließender Stimme angehört, dann darf dieses Mitglied an den Beratungen des Gremiums nicht teilnehmen. In diesem Fall zieht sich das Mitglied zugunsten eines von ihm gewählten, stellvertretenden Mitglieds, zurück.

Im Falle der Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden entscheidend.

**Art. 9 -** Die vorübergehend zugelassenen weidmännischen Räte behalten ihre Zulassung bis zum 30. Juni 1997, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. September 1995 zur vorübergehenden Zulassung gewisser weidmännischer Räte bis zum 30. Juni 1996.

**Art. 10 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Mai 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel,  
den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft  
G. LUTGEN

## ANLAGE

## Abgrenzung und Karte der weidmännischen Gebiete in der Wallonischen Region

*N.B. : Mit Ausnahme des weidmännischen Gebietes Nr. 12 werden die weidmännischen Gebiete (WG) nachstehend durch eine Reihe aufeinanderfolgender Begrenzungen bestimmt, die im Uhrzeigersinn ab einem nordwestlich des betreffenden weidmännischen Gebietes gelegenen Punkt angeführt werden.*

**WG 1:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Straße N84 von Bastogne bis zur luxemburgischen Grenze;  
die luxemburgische Grenze bis zur Kreuzung mit der Autobahn E411;  
die Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E25;  
die Autobahn E25 bis Bastogne.

**WG 2:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Straße N818 ab der französischen Grenze bis zur Kreuzung mit der Straße N83;  
die Straße N83 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E411; die Autobahn E411 bis zur luxemburgischen Grenze;  
die luxemburgische Grenze und anschließend die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der Straße N818.

**WG 3:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Semois ab der französischen Grenze bis Bouillon;  
die Straße N89 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E411;  
die Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N83;  
die Straße N83 bis zur Kreuzung mit der Straße N818 nach Florenville;  
die Straße N818 bis zur französischen Grenze;  
die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der Semois.

**WG 4:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Maas ab der französischen Grenze bis zur Kreuzung mit der Straße N97;  
die Straße N97 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E411;  
die Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N89;  
die Straße N89 bis Bouillon;  
die Semois bis zur französischen Grenze;  
die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der Meuse.

**WG 5:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Straße N593 ab der französischen Grenze bis Chimay;  
die Straße N99 bis Treignes;  
die Straße N963 bis zur französischen Grenze;  
die französische Grenze bis zur Kreuzung mit der Straße N593.

**WG 6:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Straße N97 ab der Kreuzung mit der Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N4;  
die Straße N4 bis Marche-en-Famenne;  
die Straße N86 bis zur Kreuzung mit der Straße N94;  
die Straße N94 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E411;  
die Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N97.

**WG 7:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Straße N94 ab der Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N86;  
die Straße N86 bis Marche-en-Famenne;  
die Straße N4 bis zur Kreuzung mit der Straße N89;  
die Straße N89 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E411;  
die Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N94.

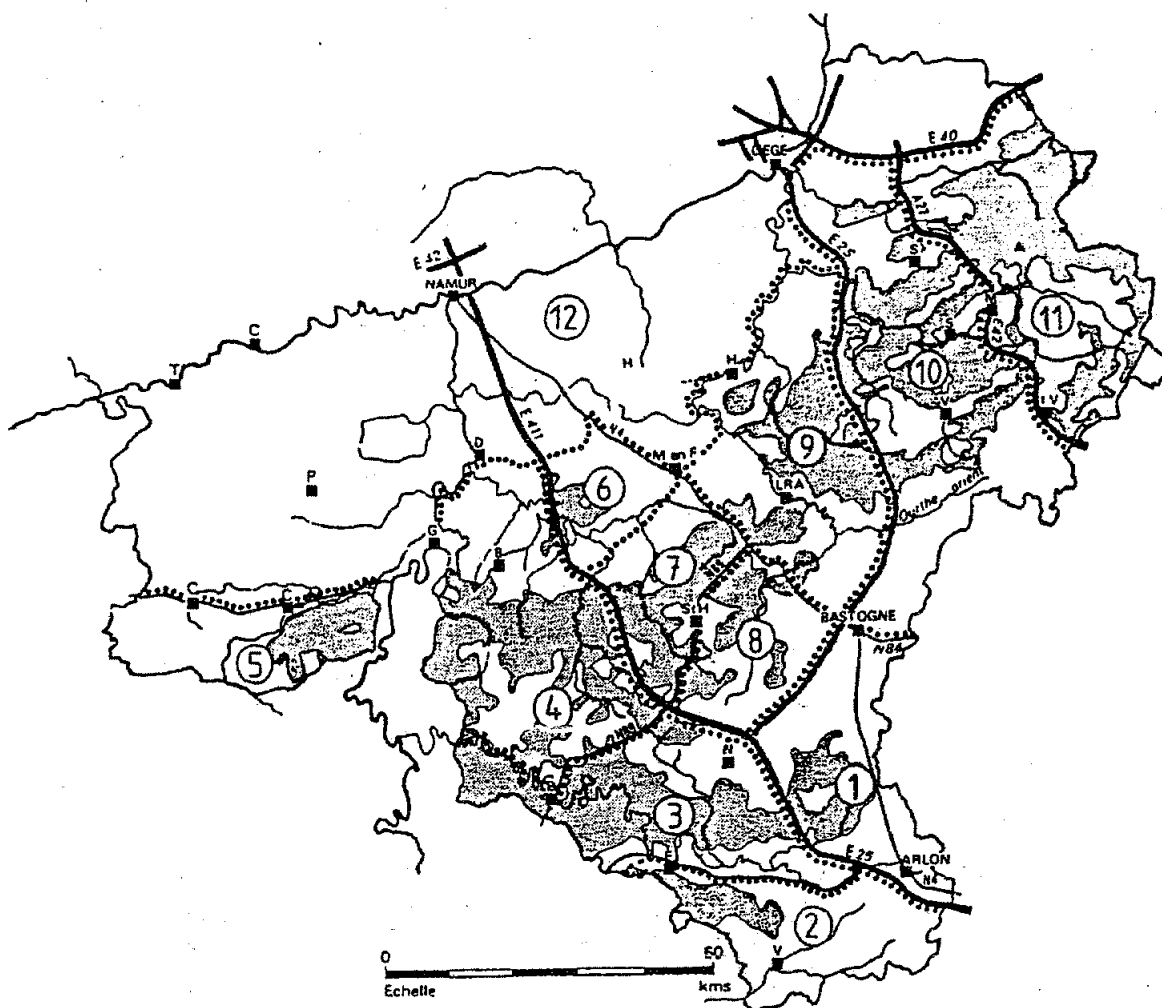
**WG 8:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Straße N89 ab der Kreuzung mit der Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N4;  
die Straße N4 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E25;  
die Autobahn E25 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E411;  
die Autobahn E411 bis zur Kreuzung mit der Straße N89.

**WG 9:** innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
die Straße N86 von Marche-en-Famenne bis Hotton;  
die Ourthe bis zum Zusammenfluß mit der Amblève;  
die Amblève bis zur Autobahn E25;  
die Autobahn E25 bis zur Kreuzung mit der Straße N4;  
die Straße N4 bis Marche-en-Famenne.

WG 10: innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
 die Autobahn E40 ab der Kreuzung mit der Autobahn E25 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E42;  
 die Autobahn E42/E421 bis zur deutschen Grenze;  
 die deutsche Grenze, und anschließend die luxemburgischen Grenze bis zur Kreuzung letzterer mit der Straße N84;  
 die Straße N84 bis Bastogne;  
 die Autobahn E25 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E40.

WG 11: innerhalb folgender Grenzen gelegenes Gebiet:  
 die Autobahn E40 ab der Kreuzung mit der Autobahn E42 bis zur deutschen Grenze;  
 die deutsche Grenze bis zur Kreuzung mit der Autobahn E421;  
 die Autobahn E421/E42 bis zur Kreuzung mit der Autobahn E40.

WG 12: alle Teile des Wallonischen Grundgebiets, die in den 11 obengenannten weidmännischen Gebieten nicht enthalten sind.



Wallonische Region

Abgrenzung (fettgedruckte punktierte Linien) der weidmännischen Gebiete (WG) (1 bis 12)  
 in grau: Verbreitungsgebiet des Rothirsches (*Cervus elaphus* L.)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 1996 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens für die Zulassung der weidmännischen Räte als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. Mai 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
 R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
 G. LUTGEN



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

D. 96 - 1363

[C - 27371]

**30 MEI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de jachtraden**

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 1, § 1, 4°, er ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° jachtzone : één van de in bijlage omschreven gebieden;

2° directeur-generaal : de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

3° bevoegde ambtenaar : de directeur van de Afdeling Natuur en Bossen op wiens ambtsgebied het grootste deel van de jachtgebieden van een jachtraad zich bevindt.

**Art. 2.** Om de erkenning te kunnen aanvragen overeenkomstig artikel 1, §1, 4°, van de jachtwet van 28 februari 1882 moet de jachtraad :

1° als V.Z.W. zijn opgericht;

2° als voornaamste maatschappelijk doel hebben de coördinatie van het jachtbeheer over een geheel van jachtgebieden samengebracht in een gebied dat afgebakend is bij middel van nauwkeurige en gemakkelijk te identificeren grenzen.

**Art. 3.** De erkenning wordt verleend voor zover de jachtraad bewijst dat hij de volgende voorwaarden naleeft :

1° Wat de jachtgebieden die onder de jachtraad ressorteren betreft :

a) de volledige oppervlakte van de jachtgebieden die onder de jachtraad ressorteren moet ten minste 5.000 hectaren bedekken indien deze gebieden geheel of ten dele in de jachtzones 1 tot 11 gelegen zijn of 5.000 hectaren bossen of open velden indien deze gebieden uitsluitend in de jachtzone 12 gelegen zijn;

b) de volledige oppervlakte van de jachtgebieden die onder de jachtraad ressorteren moet gelijk zijn aan ten minste de helft van de oppervlakte van het in artikel 2, 2°, bedoelde gebied;

c) overeenkomstig de statuten mogen de jachtgebieden die onder de jachtraad ressorteren niet tegelijk onder een andere jachtraad ressorteren.

2° Wat de algemene vergadering van de jachtraad betreft :

Overeenkomstig de statuten, zijn stemgerechtigd lid van de jachtraad :

a) iedere natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een jachtrecht op een gebied dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 2bis van de jachtwet en gelegen is in een in artikel 2, 2°, bedoeld grondgebied en die instemt met de statuten en het huishoudelijk reglement;

b) twee of meerdere landbouwers die hun activiteiten hoofdzakelijk op het voormeld grondgebied uitoefenen;

c) twee of meerdere particuliere boseigenaars die ieder ten minste 10 hectaren bos in het voormeld grondgebied bezitten.

3° Wat de raad van bestuur betreft, moeten de statuten voorzien in de vertegenwoordiging van de sub 2° van dit artikel vermelde drie categorieën leden bij de raad van bestuur.

4° Wat betreft de deelneming van de ambtenaren van de Afdeling Natuur en Bossen aan de vergaderingen van de beslissingsorganen van de jachtraad :

moeten de ingenieurs-houtvesters en de directeurs op wier ambtsgebied de jachtgebieden van de jachtraad zich bevinden, overeenkomstig de statuten, met raadgevende stem uitgenodigd worden op de algemene vergaderingen en op de vergaderingen van de raad van bestuur van de V.Z.W. waarvan zij geen stemgerechtigde leden mogen zijn.

5° Wat het huishoudelijk reglement betreft :

a) moeten de statuten van de jachtraad voorzien in de goedkeuring door de algemene vergadering van een huishoudelijk reglement en van de wijzigingen die er zullen aangebracht worden;

b) moet het onder meer bepalingen inhouden :

1. tot vaststelling, voor elke der elf eerste jachtzones waar de jachtraad werkzaam is, van de opstellings- en uitvoeringswijze van een gezamenlijk afschotplan op edelhert dat de jachtraad, namens zijn leden, aan de bevoegde instanties ter goedkeuring voorlegt overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993 betreffende het afschotplan voor de jacht op edelhert;

2. tot vaststelling, i.v.m. de opstellingswijze van de in punt 1 bedoelde afschotplannen, van regels die zouden zorgen voor onder meer een evenwicht van de geslachten en een piramidispreading van de ouderdomsklassen binnen de edelhertenpopulaties waarvan de jachtraad het beheer coördineert;

3. tot vaststelling van gezamenlijke schietregels voor andere soorten dan edelhert, waarvoor de jachtraad gebruik maakt van de bijzondere regeling van opening en sluiting van de jacht eigen aan de erkende jachtraden;

4. tot vaststelling van een gezamenlijke jaarlijkse evaluatievorm van het jachtjaar;

5. tot voorziening van de regels waarbij de jachtraad bijdraagt tot de verbetering van het habitat van de fauna in het wild en van de bescherming van bosbouw en landbouw tegen schade van het wild;

6. tot organisatie, in elke jachtzone waar de jachtraad werkzaam is, van de coördinatie van de aanvullende of afleidende bijvoeding van grof wild, waarvoor de jachtraad, namens zijn leden, een gezamenlijke machtigingsaanvraag indient bij de bevoegde instanties, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 tot vaststelling van de bijvoedingsvoorwaarden van grof wild;

7. tot aanmoediging van de coördinatie van de toezichtsactiviteiten van de jachtwachters in de jachtgebieden die onder de jachtraad ressorteren;

8. tot het waarborgen van het eventueel opsporen van gekwetst wild bij middel van bloedhonden door bijzonder daartoe aangestelde personen op de grondgebieden die onder de jachtraad ressorteren;

9. tot vaststelling van de boeten en vergoedingen indien de bepalingen van dit huishoudelijk reglement niet worden nageleefd.

**Art. 4.** De erkenningsaanvragen moeten aan de bevoegde ambtenaar toegestuurd worden en bevatten volgende gegevens en documenten :

1. een kopie van de statuten van de jachtraad;
2. een kopie van het door de algemene vergadering goedgekeurd huishoudelijk reglement;
3. de aanduiding op een N.G.I.-kaart op schaal 1/25.000 van de omtrek van de verschillende jachtgebieden van de leden en de grenzen van het in artikel 2, 2° bedoelde gebied;
4. de vermelding van de oppervlakten van de bossen en open velden van elk jachtgebied van de leden alsook de totale oppervlakte van het in artikel 2, 2° bedoelde gebied.

**Art. 5.** Na het advies van de bevoegde ambtenaar te hebben ingewonnen wordt de jachtraad door de directeur-generaal erkend indien hij voldoet aan de in artikel 2 en in artikel 3, 1° tot 4° en 5° vastgestelde voorwaarden en indien hij oordeelt dat de bepalingen van het huishoudelijk reglement genomen overeenkomstig artikel 3, 5°, b) voldoende zijn om te waarborgen dat de jachtraad zijn opdracht van coördinatie van het jachtbeheer werkelijk zal uitvoeren.

**Art. 6.** De erkende jachtraden zijn ertoe gehouden :

1. elk wijzigingsontwerp van de begrenzing van het in artikel 2, 2° bedoelde gebied of van het huishoudelijk reglement aan het voorafgaand akkoord van de bevoegde ambtenaar voor te leggen;
2. ten laatste voor 1 juni van ieder jaar kennis te geven aan de bevoegde ambtenaar :
  - a) van elke statutenwijziging;
  - b) van elke wijziging van het aantal en de oppervlakte van de jachtgebieden van hun leden;
  - c) van een jaarverslag over het afgelopen jachtjaar dat opgesteld is overeenkomstig een model opgemaakt door de Afdeling Natuur en Bossen na advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse".
3. hun medewerking te verlenen aan alle ondernemingen van de Afdelingen Natuur en Bossen, in een bepaalde jachtzone, tot harmonisatie van de aanvragen voor een afschotplan en aanvullend of afleidend bijvoeding van grof wild in de verschillende betrokkene jachtraden.

**Art. 7.** De directeur-generaal kan de erkenning intrekken :

- 1° indien hij vaststelt dat de jachtraad zijn statuten of zijn huishoudelijk reglement niet naleeft of door zijn leden niet doet naleven;
- 2° indien de jachtraad de uit artikel 6 voortvloeiende verplichtingen niet naleeft;
- 3° indien één der in artikelen 2 en 3 vermelde voorwaarden niet meer vervuld is.

**Art. 8. § 1.** Indien de erkenning geweigerd of ingetrokken wordt kan de jachtraad een beroep indienen bij de Minister bevoegd voor de Jacht door een bij de Post aangetekend schrijven. Daartoe beschikt hij over een termijn van dertig dagen vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing van de directeur-generaal.

De Minister beschikt over een termijn van dertig werkdagen om een beslissing te nemen vanaf de datum van ontvangst van het beroep. Hij vraagt het advies van de in § 2 van dit artikel bedoelde commissie.

§ 2. Er wordt een commissie opgericht met als opdracht een advies aan de Minister bevoegd voor de Jacht te geven i.v.m. de beroepen ingediend tegen de beslissingen van de directeur-generaal tot weigering of intrekking van de erkenning.

De commissie is samengesteld als volgt :

- 1° twee leden van de erkende jachtraden;
- 2° twee leden van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse", houder van een in het Waalse Gewest uitgereikt jachtverlof;
- 3° twee leden van de Afdeling Natuur en Bossen.

§ 3. De commissie kiest haar voorzitter en ondervoorzitter tussen de personen vermeld sub 1° en 2° van deze paragraaf.

De leden van de commissie worden benoemd door de Minister bevoegd voor de Jacht. Hij benoemt ook de plaatsvervangende leden. Hij mag niet twee leden benoemen die tot dezelfde jachtraad behoren.

Het mandaat van de leden wordt niet bezoldigd.

De zetel van de commissie is die van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu te Namen.

De Afdeling Natuur en Bossen zorgt voor het secretariaat van de commissie.

§ 4. Een lid van de commissie mag niet deelnemen aan haar werkzaamheden indien zij een beslissing neemt omtrent een jachtraad waarvan hij stemgerechtigd lid is. Hij trekt zich terug ten voordele van een plaatsvervangend lid van zijn keuze.

In geval van staking der stemmen tijdens een stemming is die van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 9.** De jachtraden die tijdelijk erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 7 september 1995 tot erkenning van sommige jachtraden, bij wijze van overgangsmaatregel, tot 30 juni 1996 blijven erkend tot 30 juni 1997.

**Art. 10.** De Minister, tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 mei 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## BIJLAGE

## Begrenzing en kaart van de jachtzones in het Waalse Gewest

*N.B. Uitzonderend de jachtzone 12 worden de jachtzones (ZOC) hiernavolgend omschreven door een reeks opeenvolgende grenzen met de klok mee vanaf een punt gelegen ten noord-westen van de betrokken jachtzone.*

ZOC 1 : gebied gelegen tussen :

de rijksweg N84 van Bastenaken tot de grens van het Groot-Hertogdom Luxemburg;  
de grens van het Groot-Hertogdom Luxemburg tot haar kruispunt met de autosnelweg E411;  
de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E25;  
de autosnelweg E25 tot Bastenaken.

ZOC 2 : gebied gelegen tussen :

de rijksweg N818 vanaf de Franse grens tot zijn kruispunt met de rijksweg N83;  
de rijksweg N83 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E411;  
de autosnelweg E411 tot de grens van het Groot-Hertogdom Luxemburg;  
de grens van het Groot-Hertogdom Luxemburg, dan de Franse grens tot haar kruispunt met de rijksweg N8181

ZOC 3 : gebied gelegen tussen :

de Semois vanaf de Franse grens tot Bouillon;  
de rijksweg N89 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E411;  
de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N83;  
de rijksweg N83 tot zijn kruispunt met de rijksweg N818 na Florenville;  
de rijksweg N818 tot de Franse grens;  
de Franse grens tot haar kruispunt met de Semois.

ZOC 4 : gebied gelegen tussen :

de Maas vanaf de Franse grens tot haar kruispunt met de rijksweg N97,  
de rijksweg N97 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E411;  
de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N89;  
de rijksweg N89 tot Bouillon;  
de Semois tot de Franse grens;  
de Franse grens tot haar kruispunt met de Maas.

ZOC 5 : gebied gelegen tussen :

de rijksweg N593 vanaf de Franse grens tot Chimay;  
de rijksweg N99 tot Treignes;  
de rijksweg N963 tot de Franse grens;  
de Franse grens tot zijn kruispunt met de rijksweg N593.

ZOC 6 : gebied gelegen tussen :

de rijksweg N97 vanaf zijn kruispunt met de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N4;  
de rijksweg N4 tot Marche-en-Famenne;  
de rijksweg N86 tot zijn kruispunt met de rijksweg N94;  
de rijksweg N94 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E411;  
de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N97.

ZOC 7 : gebied gelegen tussen :

de rijksweg N94 vanaf de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N86,  
de rijksweg N86 tot Marche-en-Famenne;  
de rijksweg N4 tot zijn kruispunt met de rijksweg N89;  
de rijksweg N89 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E411;  
de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N94.

ZOC 8 : gebied gelegen tussen :

de rijksweg N89 vanaf zijn kruispunt met de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N4;  
de rijksweg N4 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E25;  
de autosnelweg E25 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E411;  
de autosnelweg E411 tot zijn kruispunt met de rijksweg N89.

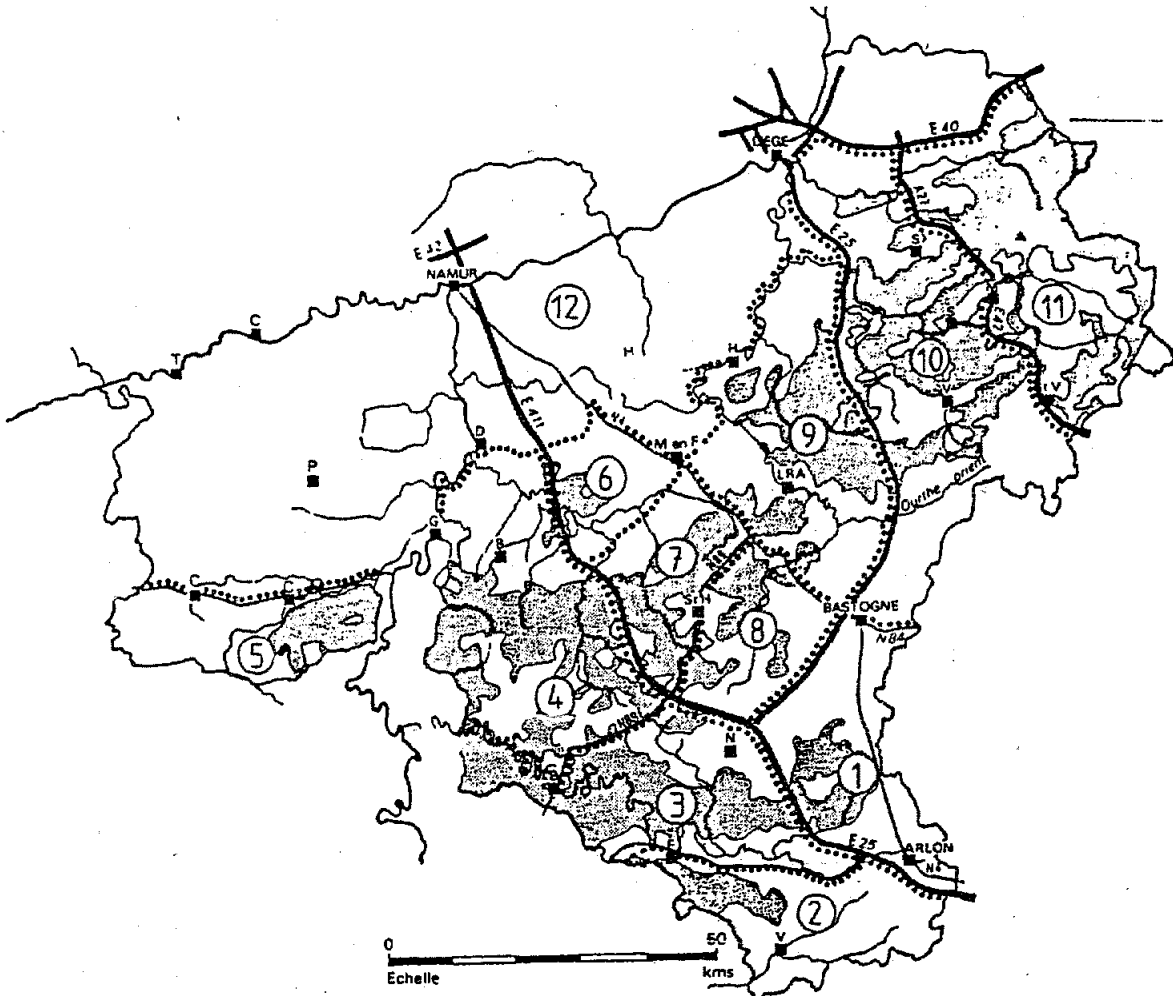
ZOC 9 : gebied gelegen tussen :

de rijksweg N86 vanaf Marche-en-Famenne tot Hotton;  
de Ourthe tot aan haar samenvloeiing met de Amel;  
de Amel tot de autosnelweg E25;  
de autosnelweg E25 tot zijn kruispunt met de rijksweg N4;  
de rijksweg N4 tot Marche-en-Famenne.

ZOC 10 : gebied gelegen tussen :  
 de autosnelweg E40 vanaf zijn kruispunt met de autosnelweg E25 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E42;  
 de autosnelweg E42/E421 tot de Duitse grens;  
 de Duitse grens, dan de grens van het Groot-Hertogdom Luxemburg tot haar kruispunt met de rijksweg N84;  
 de rijksweg N84 tot Bastenaken;  
 de autosnelweg E25 tot zijn kruispunt met de autosnelweg E40.

ZOC 11 : gebied gelegen tussen :  
 de autosnelweg E40 vanaf zijn kruispunt met de autosnelweg E42 tot de Duitse grens;  
 de Duitse grens tot haar kruispunt met de autosnelweg E421;  
 de autosnelweg E421/E42 tot haar kruispunt met de autosnelweg E40.

ZOC 12 : het hele gedeelte van het Waalse grondgebied dat niet in de 11 voorafgaande jachtzones gelegen is.



Waals gewest  
 Grenzen (vette stippellijn) van de jachtzones (ZOC 1 tot 12).  
 In grijze tint : verspreidingsgebied van edelhert (*Cervus elaphus L.*).  
 (DNF-SRF. 1-1996)  
 Schaal  
 Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 1996 tot vaststelling van de  
 erkenningsvoorwaarden en -procedure van de jachtraden.

Namen, 30 mei 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
 R. COLLIGNON  
 De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN